



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Région Occitanie**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension d'activité  
n° DREAL-UID11-2024-048**

**pris en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement,  
de l'installation d'enfouissement de déchets exploitée par la société AUDE RECYCLAGE,  
sise lieu-dit Valmy, parcelle n°CV 87, sur le territoire de la commune de Carcassonne,  
dont le siège social est situé route nationale 113 – Montorgueil – 11000 Carcassonne**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L.512-1, L.512-7, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'inspection conduite le 9 juillet 2024 par le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constatant l'exploitation d'une installation de stockage par enfouissement de déchets inertes et de déchets non-dangereux sur la parcelle cadastrée n°CV 87 sur le territoire de la commune de Carcassonne;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant le juillet 2024 ;

**Vu** les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 29 juillet 2024 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 9 juillet 2024, il a été constaté les faits suivants :

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9  
Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h – 13h30/15h  
Téléphone : 04.68.10.27.00 - Télécopie : 04.68.72.32.98  
Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/>

- la présence sur la parcelle cadastrée section CV n° 87 située sur la commune de Carcassonne, d'une installation de stockage de déchets par enfouissement : principalement des déchets inertes (gravats, bétons, briques, tuiles, carrelages, terres, résidus d'enrobés bitumeux, etc.), mélangés avec des déchets non-dangereux (plâtres, résidus de goudrons, plastiques, tubes en PVC, tissus, ferrailles, tôles apparentes en fibro-ciment) ;

**Considérant** que cette installation relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- Rubrique n° 2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes, sans seuil, pour le régime de l'enregistrement ;
- Rubrique n°2760-2.b : Installation de stockage de déchets non-dangereux, sans seuil, pour le régime de l'autorisation ;

**Considérant** qu'un opérateur de la société AUDE RECYCLAGE dont une plate-forme de transit de déchets est implantée lieu-dit Valmy, à environ 200 mètres de la parcelle n°CV 87, a indiqué que l'installation d'enfouissement constatée était exploitée par la société AUDE RECYCLAGE ;

**Considérant** de plus que lors d'une rencontre le 16 juillet 2024 dans les locaux de l'inspection des installations classées, les responsables de la société AUDE RECYCLAGE ont confirmé que l'installation de stockage de déchets inertes constatée le 9 juillet était bien exploitée par cette même société ;

**Considérant** que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 9 juillet 2024, est exploitée par la société AUDE RECYCLAGE, respectivement :

- sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;
- sans l'autorisation requise en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le fonctionnement de cette installation sans l'enregistrement ou l'autorisation nécessaires est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment vis-à-vis des risques de pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Considérant** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société AUDE RECYCLAGE de régulariser sa situation administrative ;

**Considérant** que l'article L.171-7 dispose que l'autorité administrative : *« peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent. »* ;

**Considérant** qu'aucun motif d'intérêt général ou de préservation des intérêts protégés n'est de nature à laisser persister l'exploitation sans titre de l'installation ;

**Considérant** que, compte tenu des risques ou nuisances engendrés par l'activité constatée, il y a lieu de prononcer la suspension de l'exploitation de cette installation illicite dans l'attente de la régularisation ou de la cessation définitive de l'activité ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**A R R E T E**

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE**

La société AUDE RECYCLAGE dont le siège social est implanté Route nationale 113 – Montorgueil – 11000 Carcassonne, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et de déchets non-dangereux, sise parcelle cadastrée section CV n° 87 sur la commune de Carcassonne, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles L.512-1 et L.512-7 du code de l'environnement :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale conformément aux articles R.181-12 et suivants du code de l'environnement, ou d'enregistrement conformément aux articles R. 512-46-1 et suivants du même code, complet et recevable ;
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai inférieur ou égal à 1 mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation ou d'enregistrement, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 3 mois ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'exploitant transmet au préfet dans un délai de 3 mois les éléments prévus à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et engage les mesures prévues aux articles R.512-39-2 et R.512-39-3.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : SUSPENSION D'ACTIVITÉ**

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets par la société AUDE RECYCLAGE, sur la parcelle cadastrée section CV n° 87 sur la commune de Carcassonne, ainsi que tous les apports de déchets sont suspendus sans délai à compter de la date de notification du présent arrêté, et jusqu'à ce qu'il ait été statué :

- sur la demande de régularisation mentionnée à l'article 1 ci-dessus ;
- ou sur les modalités de cessation d'activité au vu des dispositions rappelées à l'article 1 ci-dessus.

### **ARTICLE 3 : SANCTIONS**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément au II de l'article L.171-7 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

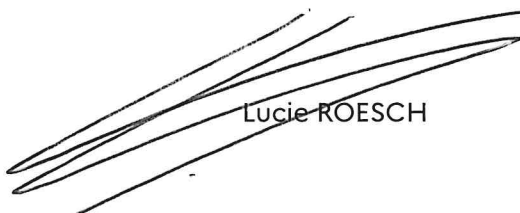
- le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION**

Le Préfet de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Carcassonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la société AUDE RECYCLAGE dont le siège social est situé Route nationale 113 – Montorgueil – 11000 Carcassonne.

Carcassonne, le **07 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la préfecture,



Lucie ROESCH